

BILAN ENERGETIQUE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE 2016

**Rapport d'analyse relatif à l'établissement de la facture énergétique
régionale pour les années 2014, 2015 et 2016.**

Table des matières

1	Introduction	3
1.1	Note méthodologique	3
1.1.1	Lexique et principes méthodologiques	3
1.1.2	Calcul de la facture énergétique régionale	4
1.1.3	Hypothèses pour la détermination des prix de l'électricité et du gaz naturel	4
1.1.4	Synthèse des prix de l'énergie en 2016.....	6
2	Evolution des prix de l'énergie.....	7
2.1	Prix de l'électricité	7
2.1.1	Secteur du logement	7
2.1.2	Secteurs tertiaire et industriel	7
2.1.3	Secteur du transport.....	8
2.2	Prix du gaz naturel	8
2.2.1	Secteur du logement	8
2.2.2	Secteurs tertiaire et industriel	9
2.3	Autres combustibles et carburants	10
3	Facture énergétique des consommateurs finaux en RBC	12
3.1	Dernière facture énergétique (2016).....	12
3.2	Evolution temporelle sur la période 2014-2016.....	13
3.3	Evolution de la facture sur la période 1994-2016.....	15
3.4	Mise en perspective de la facture énergétique régionale au regard de la consommation finale	16
4	Comparaison de l'évolution du prix de l'électricité et du gaz naturel dans le secteur du logement en RBC, en Belgique et dans l'Union européenne	19
5	Mise en perspective de la facture énergétique au regard de l'activité économique en RBC	21
6	Etablissement de la facture énergétique des ménages (hors transports) en RBC	22
7	Bibliographie	23

1 Introduction

Ce rapport présente le calcul et l'analyse de la facture énergétique annuelle des consommateurs finaux en région de Bruxelles-Capitale (RBC) sur la période 2014-2016.

Le rapport est structuré en six parties :

1. La première partie définit les concepts importants nécessaires à la bonne compréhension du document et présente la méthodologie employée pour le calcul de la facture énergétique.
2. La seconde partie analyse l'évolution des prix unitaires de l'énergie pour les principaux vecteurs énergétiques utilisés en RBC (électricité, gaz naturel, diesel, etc.) et par secteurs de consommation (logement, tertiaire, transport et industrie).
3. Dans la troisième partie, les factures énergétiques régionales sont présentées et analysées sur la période 2014-2016.
4. La quatrième partie donne une comparaison de l'évolution du prix de l'électricité et du gaz en RBC, en Belgique et dans l'Union européenne.
5. Dans la cinquième partie, la facture énergétique est mise en perspective au regard de l'activité économique en RBC.
6. Enfin, la sixième partie est consacrée à l'établissement de la facture énergétique des ménages (hors transports) en RBC.

1.1 Note méthodologique

1.1.1 Lexique et principes méthodologiques

La facture énergétique est la somme de toutes les dépenses liées à la consommation finale d'énergie.

La consommation finale (ou CF) représente le total de l'énergie consommée par les utilisateurs finaux tels que les ménages, les bureaux, l'industrie, etc., à l'exclusion de l'énergie consommée par le secteur énergétique lui-même.

Dans ce rapport, les prix unitaires de l'énergie sont exprimés en €/MWh et à euros courants, c'est-à-dire que l'inflation n'est pas corrigée. La facture énergétique est quant à elle exprimée en Millions d'Euros (M€) et à euros courants pour l'analyse des factures annuelles individuelles, tandis que les euros constants (année de référence 2013) sont utilisés pour l'analyse de l'évolution de la facture énergétique sur plusieurs années.

Les prix courants sont les prix observés à une période donnée. Les prix constants sont exprimés en figeant la valeur de la monnaie par rapport à une année de référence (ici, 2013). Les prix constants sont obtenus en corrigeant les prix courants de l'effet de l'inflation.

La facture énergétique régionale présente l'ensemble des dépenses réelles liées aux consommations finales d'énergie en RBC. Les montants incluent donc la TVA pour les consommateurs ne récupérant pas la TVA, à savoir les secteurs du logement (ménages) et du transport. Au contraire, les secteurs tertiaire et industriel récupèrent entièrement la TVA, c'est pourquoi, la facture qui leur est associée est comptabilisée hors TVA (HTVA).

La période considérée dans ce rapport pour le calcul et l'analyse de la facture énergétique régionale couvre les années 2014, 2015 et 2016. Toutefois, quelques analyses prennent en compte une période plus large, afin de permettre de visualiser des tendances à plus long terme.

1.1.2 Calcul de la facture énergétique régionale

La formule de base pour le calcul de la facture énergétique régionale (à prix courant) est une multiplication matricielle de la matrice des prix et de la matrice des consommations :

$$\sum_{i,j} (\text{prix } i,j \times \text{consommation } i,j)$$

avec i comme vecteur et j comme secteur

La matrice des consommations finales provient directement du Bilan énergétique de la Région (Bruxelles Environnement, 2016).

La détermination des prix courants par vecteur énergétique a fait l'objet de plusieurs hypothèses :

1. Pour les vecteurs tels que le gaz ou l'électricité, dont le prix peut varier dans un même secteur en fonction du profil de consommation, on détermine un prix représentatif du secteur, basé sur le profil d'un consommateur médian (selon BRUGEL, 2018).
2. Pour la plupart des autres vecteurs (diesel, mazout de chauffage, essence, bois, propane/butane, LPG), un prix global unitaire par vecteur est retenu, indépendamment du secteur considéré, sur base des données de l'Observatoire des prix de l'énergie (APERe, 2018).
3. Pour certains vecteurs peu représentés (charbon, fioul lourd, CNG/NGV, etc.), aucune source officielle de données n'a pu être trouvée et le prix est donc estimé sur base de la moyenne des prix des combustibles dont le prix est connu via l'Observatoire des prix de l'énergie.

Les prix constants sont calculés en utilisant l'indice santé (Statbel, 2018), par rapport à l'année de référence 2013.

1.1.3 Hypothèses pour la détermination des prix de l'électricité et du gaz naturel

Les prix de l'électricité et du gaz naturel sont issus du logiciel Brusim de BRUGEL qui répertorie toutes les offres des fournisseurs en Région de Bruxelles-Capitale pour différents profils de consommateurs. Un profil représentatif a été retenu par secteur de consommation :

Vecteur	Secteur	Profil représentatif retenu
Electricité	Logement	Consommateur médian (2036 kWh/an)
	Tertiaire	Moyen professionnel (50 MWh/an)
	Industrie	
	Transport	
Gaz Naturel	Logement	Consommateur médian (12 MWh/an)
	Tertiaire	Professionnel – Profil GP1 (100 MWh/an)
	Industrie	
	Transport	

Toutes les données de prix de BRUGEL sont fournies TVAC. La TVA est ensuite déduite pour les secteurs qui la récupèrent, c'est-à-dire l'industrie et le tertiaire.

- Pour le gaz naturel, le taux appliqué est de 21%.

- Pour l'électricité, le taux a été réduit à 6% entre le 1^{er} avril 2014 et le 1^{er} septembre 2015. Il était de 21% en dehors de cette période. Pour en tenir compte, un taux de TVA moyen pondéré a été appliqué pour les années 2014 et 2015. Concrètement, les taux retenus pour l'électricité sont repris dans le tableau suivant :

Année	Taux de TVA retenu pour l'électricité
2014	9,75%
2015	11%
2016	21%

Les prix fournis par BRUGEL sont des prix unitaires (exprimés en €/MWh) évalués sur base d'un profil représentatif de consommateurs et de l'offre des fournisseurs. Ce prix unitaire est fourni avec le détail des montants par composantes (prix de l'énergie, coûts de distribution et de transport, etc. - voir description détaillée ci-dessous), bien que certaines composantes soient fixes et d'autres proportionnelles au volume d'électricité consommé. BRUGEL a ramené les montants fixes à des prix unitaires en fonction du profil représentatif.

1.1.3.1 Composantes du prix de l'électricité

Le prix de l'électricité facturée au consommateur se décompose en plusieurs composantes principales (selon BRUGEL, 2018) :

- Le prix de l'énergie (ou prix de la commodité) : il s'agit du prix payé au fournisseur pour la fourniture d'électricité en tant que telle, incluant un prix variable (« prix de l'électron ») et un prix fixe (redevance annuelle).
- Les coûts de distribution et coûts de transport reversés aux gestionnaires des réseaux de distribution (GRD - SIBELGA) et de transport (GRT - ELIA). Ces organismes sont chargés de gérer et d'entretenir les réseaux permettant d'acheminer l'électricité du producteur au consommateur. En particulier, ces frais comprennent :
 - Tarif comptage (mesure et traitement des données)
 - Tarif utilisation du réseau de distribution
 - Impôts et redevance de voirie
 - Les obligations de service public (OSP) incombant au GRD
 - La cotisation sur l'énergie (accises)
 - Coûts de transport (fixe et variable)
 - Surcharge ELIA de financement du rachat des certificats verts
- La contribution verte correspond au prix répercuté par les fournisseurs pour leur permettre de satisfaire à leur obligation de remise de quotas de Certificats verts (frais administratifs compris).
- La cotisation régionale (ou redevance d'autorisation de fourniture ou encore OSP fournisseur) qui finance la politique régionale en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie.
- La cotisation fédérale qui est répercutée par le GRT sur le consommateur final via la cascade tarifaire (c'est-à-dire par l'intermédiaire du GRD) mais n'est pas reprise comme telle dans les coûts de transport. Cette cotisation finance les coûts de fonctionnement du régulateur fédéral des marchés du gaz et de l'électricité, la CREG.

Chacune des composantes mentionnées ci-dessus est soumise à la TVA, à l'exception de la cotisation fédérale. Pour l'électricité, le taux de TVA a varié sur la période 2014-2016 : il a été réduit à 6% entre avril 2014 et septembre 2015. Le taux était de 21% en dehors de cette

période. A noter que pour les clients professionnels, la TVA n'est pas prise en compte puisque celle-ci est récupérable.

1.1.3.2 Composantes du prix du gaz naturel

Le prix du gaz naturel facturé au consommateur se décompose en quatre composantes principales (selon BRUGEL, 2018) :

- Le prix de l'énergie (ou prix de la commodité) : il s'agit du prix payé au fournisseur pour la fourniture de gaz naturel en tant que telle incluant un prix variable et un prix fixe (redevance annuelle). Contrairement à l'électricité, les coûts de transport (fixe et variable) du gaz naturel (Fluxys) sont inclus dans le prix de l'énergie, et non dans les coûts de distribution.
- Les coûts de distribution reversés aux gestionnaires des réseaux de distribution (SIBELGA). En particulier, ces frais comprennent :
 - o Tarif comptage (mesure et traitement des données)
 - o Tarif utilisation du réseau de distribution
 - o Impôts et redevance de voirie
 - o Les obligations de service publics (OSP) incombant au GRD
 - o La cotisation énergie (accises)
- La cotisation régionale (ou redevance d'autorisation de fourniture ou encore OSP fournisseur) qui finance la politique régionale en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie.
- La cotisation fédérale qui est répercutée par le GRT sur le consommateur final via la cascade tarifaire (c'est-à-dire par l'intermédiaire du GRD) mais n'est pas reprise comme telle dans les coûts de transport. Cette cotisation finance les coûts de fonctionnement du régulateur fédéral des marchés du gaz et de l'électricité, la CREG.

Toutes ces composantes sont soumises à la TVA (21%) à l'exception de la cotisation fédérale qui en est exemptée. A noter que pour les clients professionnels, la TVA n'est pas prise en compte puisque celle-ci est récupérable.

1.1.4 Synthèse des prix de l'énergie en 2016

A titre informatif, le tableau suivant reprend les prix de l'énergie en 2016, exprimés en €/MWh¹ et en euros courants, pour les différentes sources d'énergie utilisées en RBC. La TVA est comprise pour tous les secteurs.

Table 1: Synthèse des prix de l'énergie en 2016 par source d'énergie (en €/MWh - TVAC - euros courants)

2016	ELECTRICITE	GAZ NATUREL	ESSENCE	DIESEL	LPG	MAZOUT DE CHAUFFAGE	PROPANE - BUTANE	BOIS	AUTRES
Logement	225	54				48	108	42	87
Transport	156		145	119	59				87
Tertiaire	156	38				48	108		87
Industrie	156	38				48	108		87

¹ MWh PCI pour les combustibles, MWh finaux pour l'électricité.

2 Evolution des prix de l'énergie

2.1 Prix de l'électricité

2.1.1 Secteur du logement

La Figure 1 présente l'évolution du prix de l'électricité pour un consommateur médian bruxellois, c'est-à-dire consommant 2 036 kWh/an (BRUGEL, 2018), subdivisé en ses différentes composantes. La TVA est incluse pour les composantes qui y sont soumises, c'est-à-dire toutes les composantes sauf la cotisation fédérale. Les deux années précédant et suivant la période d'intérêt (2014-2016) ont été ajoutées pour mettre en évidence la variation des prix sur plusieurs années.

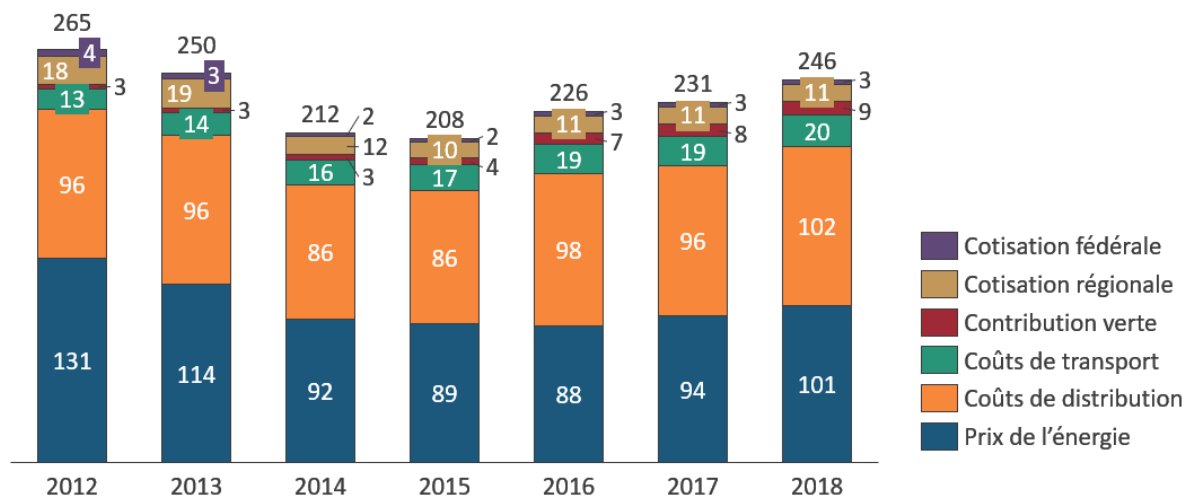


Figure 1 : Evolution des composantes de prix de l'électricité pour le secteur du logement [€/MWh – TVAC – prix courants]

On observe que les années 2014 et 2015 ont connu les prix de l'électricité les plus bas (autour de 200 €/MWh TVAc). Cela s'explique notamment par :

- Une TVA réduite sur les années 2014-2015
- Des prix de l'électricité (commodité) bas sur les marchés de gros².

2.1.2 Secteurs tertiaire et industriel

La Figure 2 illustre l'évolution du prix de l'électricité pour les secteurs tertiaire et industriel sur la période 2014-2018, et en présente la décomposition par composantes de prix. Tous les prix sont indiqués hors TVA, puisque ces secteurs récupèrent la TVA.

² Les marchés de l'électricité et du gaz se composent chacun de deux segments de marché : le marché de gros et le marché de détail. Sur le marché de gros, ce sont principalement des volumes importants qui sont achetés et vendus entre producteurs, grands consommateurs, négociants et fournisseurs d'énergie. Le marché de gros est européen en raison de l'interconnexion des réseaux d'électricité et de gaz (source CREG).

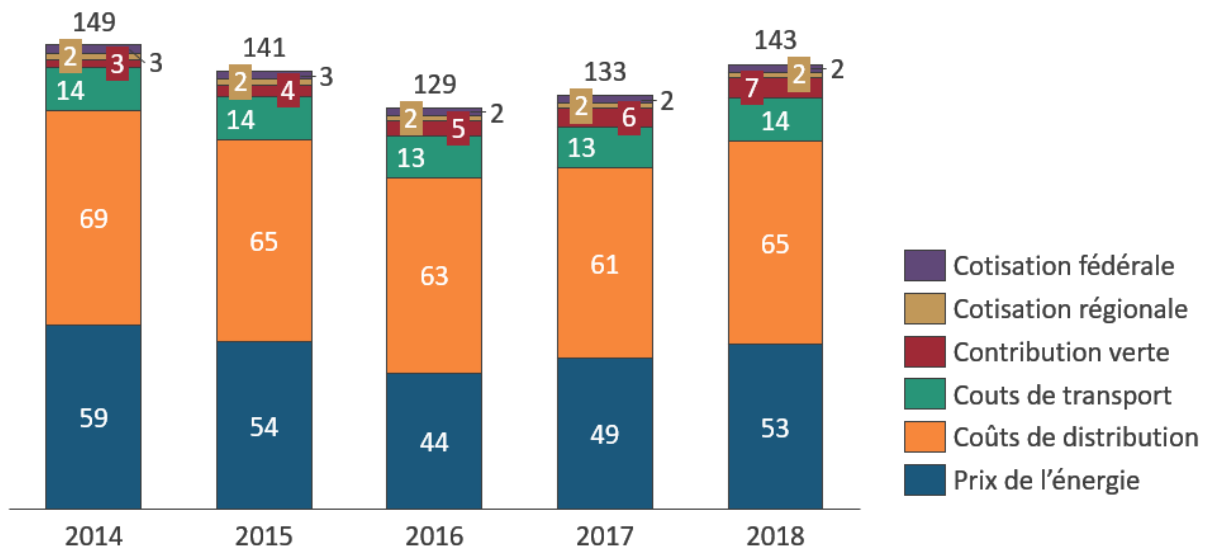


Figure 2 : Evolution des composantes de prix de l'électricité pour les secteurs tertiaire et industriel [€/MWh – HTVA – prix courants]

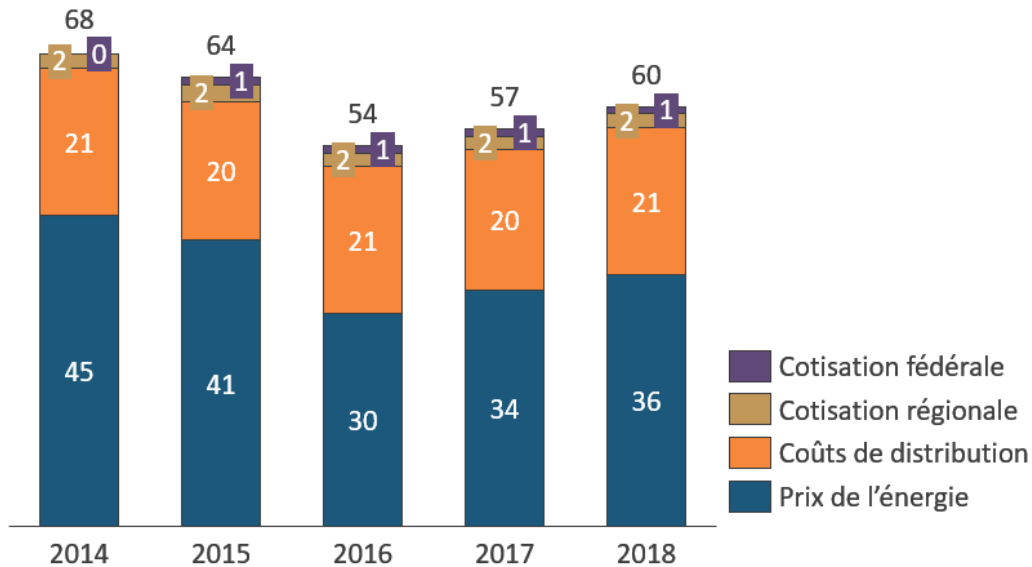
Les consommateurs professionnels ont connu une baisse significative du prix unitaire de l'électricité de l'ordre de 10 €/MWh par an sur la période 2014-2016, passant ainsi de 149 €/MWh en 2014 à 129 €/MWh hTVA en 2016. Cela s'explique entre autres par le fait que ces secteurs ne sont pas sensibles à la variation de la TVA (qui a augmenté sur cette période), à l'inverse du secteur du logement. Ils ont également pu bénéficier de la baisse des prix de gros qui s'est généralisée entre 2014 et 2016. Le prix de l'électricité repart ensuite à la hausse sur la période 2016-2018, en majeure partie suite à la hausse du prix de l'énergie sur cette même période.

2.1.3 Secteur du transport

Les prix de l'électricité dans le secteur du transport ont été estimés en faisant l'hypothèse de prix identiques à ceux payés dans le secteur tertiaire. L'électricité utilisée pour alimenter les voitures électriques n'est pas considérée.

2.2 Prix du gaz naturel

2.2.1 Secteur du logement



La

Figure 3 présente l'évolution du prix du gaz naturel pour un consommateur médian bruxellois, c'est-à-dire consommant 12 000 kWh/an (BRUGEL, 2018), subdivisé en ses différentes composantes. Les 2 années suivant la période d'intérêt (2014-2016) ont été incluses pour mettre en évidence la remontée des prix sur les dernières années. La TVA est incluse pour les composantes qui y sont soumises.

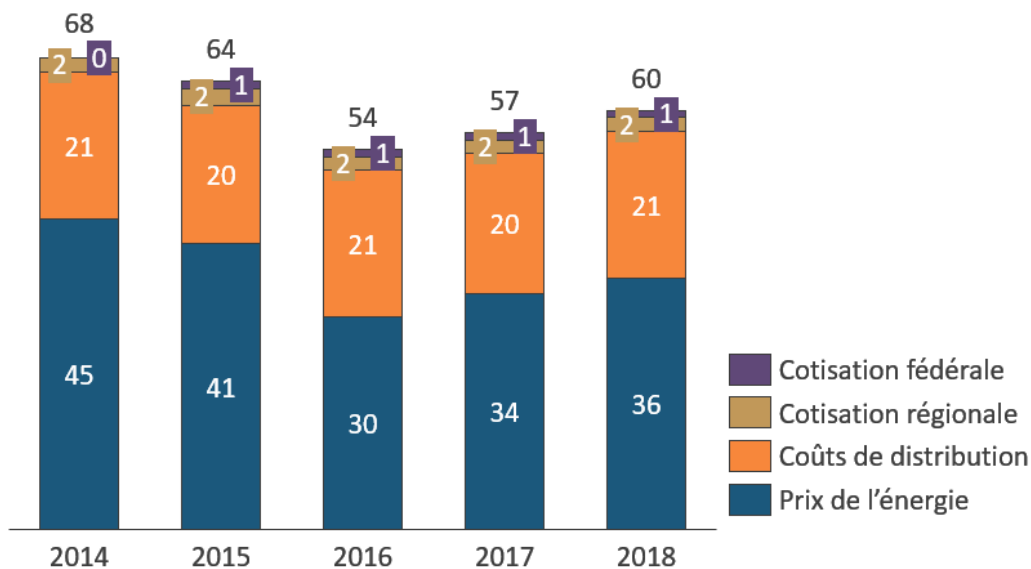


Figure 3 : Evolution des composantes de prix du gaz naturel pour le secteur du logement [€/MWh – TVAC – prix courants]

Le prix du gaz naturel a connu une diminution significative entre 2014 et 2016, suivie d'une réaugmentation entre 2016 et 2018, sans pour autant réatteindre le prix de 2014. Contrairement à l'électricité, c'est bien la composante du prix de l'énergie (prix de la commodité) qui explique principalement la variation du prix final et ce, pour deux raisons :

- La composante du prix de l'énergie représente entre 56 et 66 % du prix total pour le gaz naturel, ce qui est plus élevé que pour l'électricité où elle ne représente que 39 à 49 % du prix final. Ce prix est essentiellement dépendant des marchés de gros et de la bonne concurrence entre les fournisseurs.
- Les frais de distribution du gaz naturel sont restés stables, aux alentours de 20 €/MWh.

2.2.2 Secteurs tertiaire et industriel

La Figure 4 illustre l'évolution du prix du gaz naturel pour les secteurs tertiaire et industriel sur la période 2014-2018, et en présente la décomposition par composantes de prix. Tous les prix sont indiqués hors TVA.

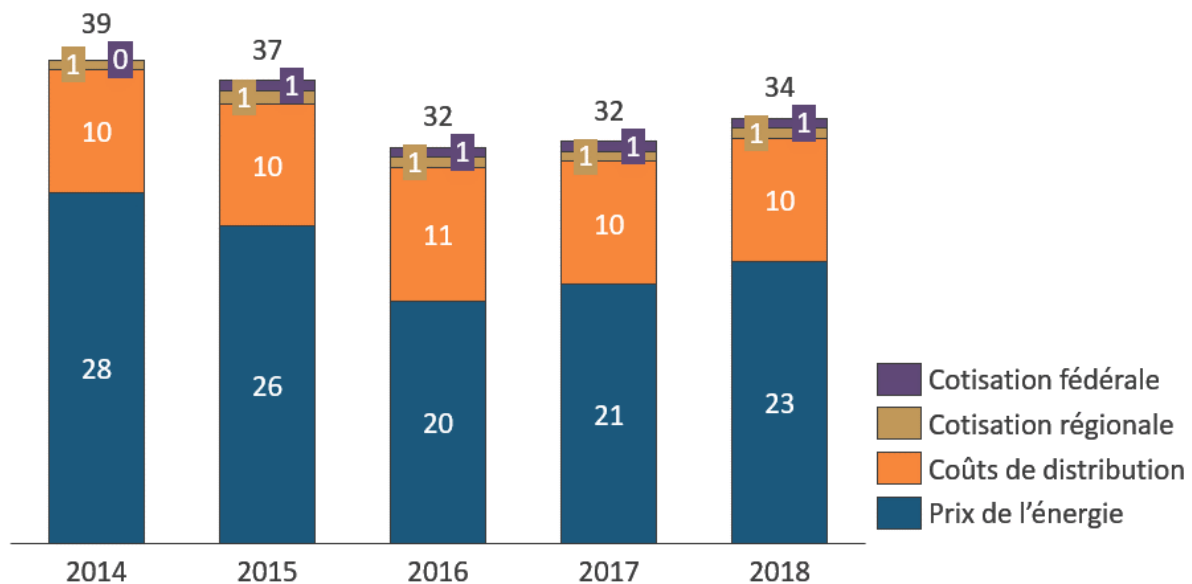


Figure 4 : Evolution des composantes de prix du gaz naturel pour les secteurs tertiaire et industriel [€/MWh – HTVA – prix courants]

Les secteurs professionnels ont connu une diminution significative du prix unitaire du gaz naturel de l'ordre de 18 % sur la période 2014-2016, passant ainsi de 39 €/MWh en 2014 à 32 €/MWh en 2016.

2.3 Autres combustibles et carburants

L'évolution des prix des autres combustibles et carburants (APERe, 2018) est présentée à la Figure 5 en euros courants.

Le prix du gaz naturel discuté précédemment y est indiqué pour comparaison. La catégorie « Autres combustibles » reprend le CNG, la chaleur/vapeur, le charbon ainsi que le fioul lourd et les lubrifiants.

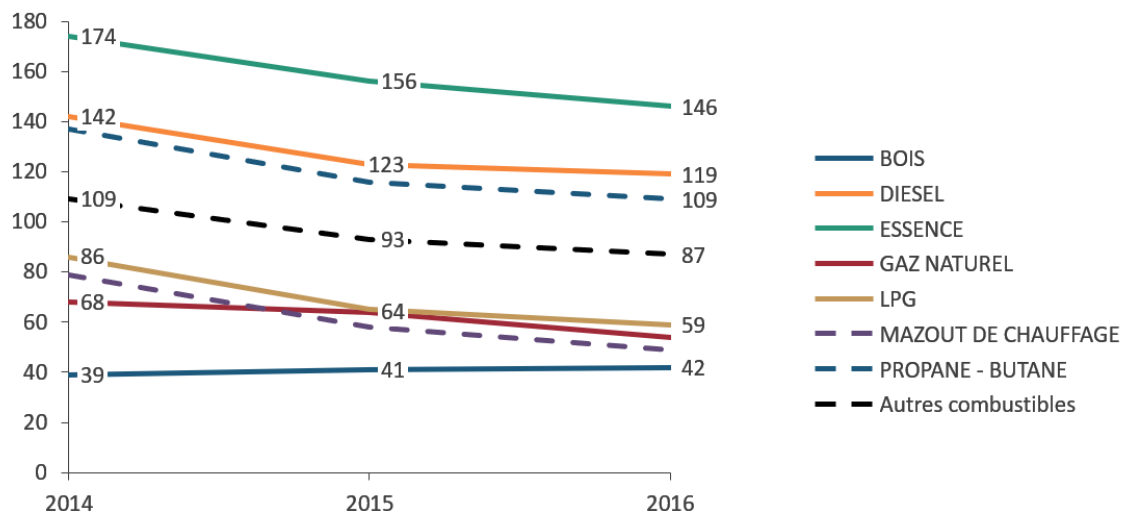


Figure 5 : Evolution du prix des autres combustibles et carburants [€/MWh – TVAC – prix courants]

On observe que les prix de ces vecteurs énergétiques ont tous connu une tendance à la baisse sur la période 2014-2016, à l'exception du bois qui connaît une croissance linéaire.

La Figure 6 reprend les valeurs de prix maximaux (SPF Economie, 2018), exprimés en €/L TVAC, sur une période plus large pour les produits pétroliers liquides (diesel, essence, butane/LPG et mazout de chauffage). On observe une diminution significative des prix sur la période 2012-2016, allant de 21% pour l'essence à 47% pour le gasoil. Les prix repartent ensuite à la hausse sans pour autant ré-atteindre leur niveau de 2012. On notera que le prix du diesel atteint et dépasse celui de l'essence en 2018.

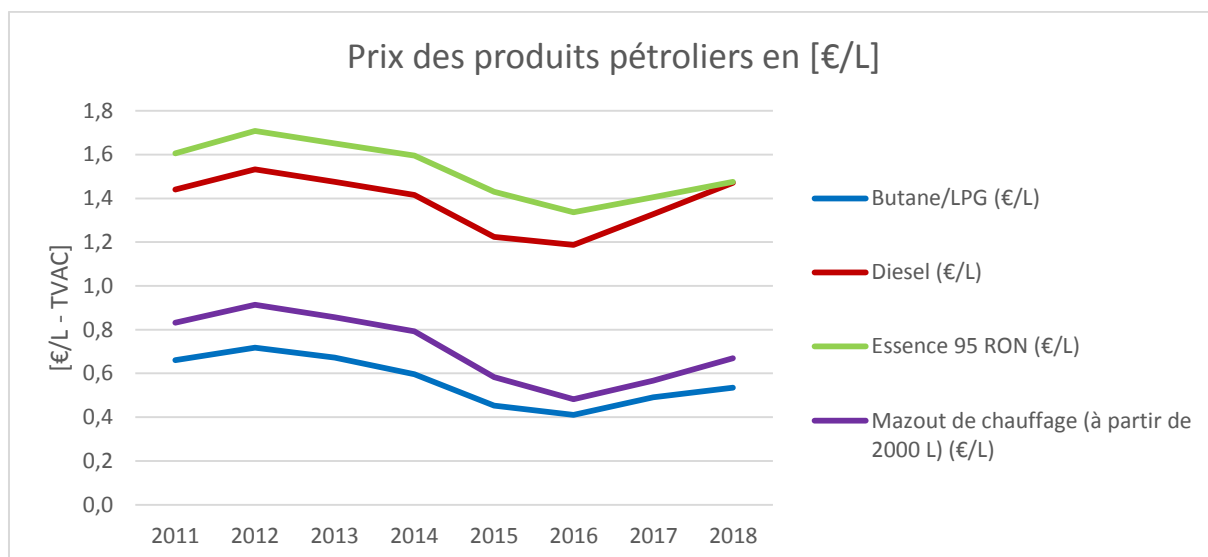


Figure 6 : Evolution du prix des produits pétroliers liquides [€/L – TVAC – prix courants].

3 Facture énergétique des consommateurs finaux en RBC

3.1 Dernière facture énergétique (2016)

La facture énergétique régionale globale des consommateurs finaux en RBC, par secteur et par vecteur pour l'année 2016, est représentée à la Figure 7. Les valeurs chiffrées sont également présentées dans la Table 2. Tous les montants sont exprimés en millions d'Euros courants (c'est-à-dire sans prise en compte de l'inflation). Pour rappel, les montants sont considérés TVAC pour les secteurs Logement et Transport et HTVA pour les secteurs Industrie et Tertiaire.

Le montant total de la facture énergétique régionale annuelle s'élève en 2016 à 1,824 milliards d'Euros.

Table 2 : Facture énergétique régionale 2016 [M€ – prix courants]

Vecteur énergétique	Logement	Transport	Tertiaire	Industrie	TOTAL par vecteur	
ELECTRICITÉ	308	51	423	45	827	45,3%
MAZOUT DE CHAUFFAGE	42	-	20	1	62	3,4%
LPG	-	1	-	-	1	0,0%
GAZ NATUREL	289	-	97	11	398	21,8%
PROPANE - BUTANE	5	-	0	0	5	0,3%
ESSENCE	-	112	-	-	112	6,1%
DIESEL	-	393	-	-	393	21,6%
CNG/NGV	-	0	-	-	0	0,0%
CHARBON	2	-	-	-	2	0,1%
CHALEUR/VAPEUR	2	-	19	-	21	1,2%
FIOUL LOURD (HORS BATEAUX)	-	-	-	0	0	0,0%
LUBRIFIANTS	-	0	-	-	0	0,0%
BOIS	2	-	-	-	2	0,1%
TOTAL	652	557	559	56	1 824	100%
	36%	31%	31%	3%	100%	

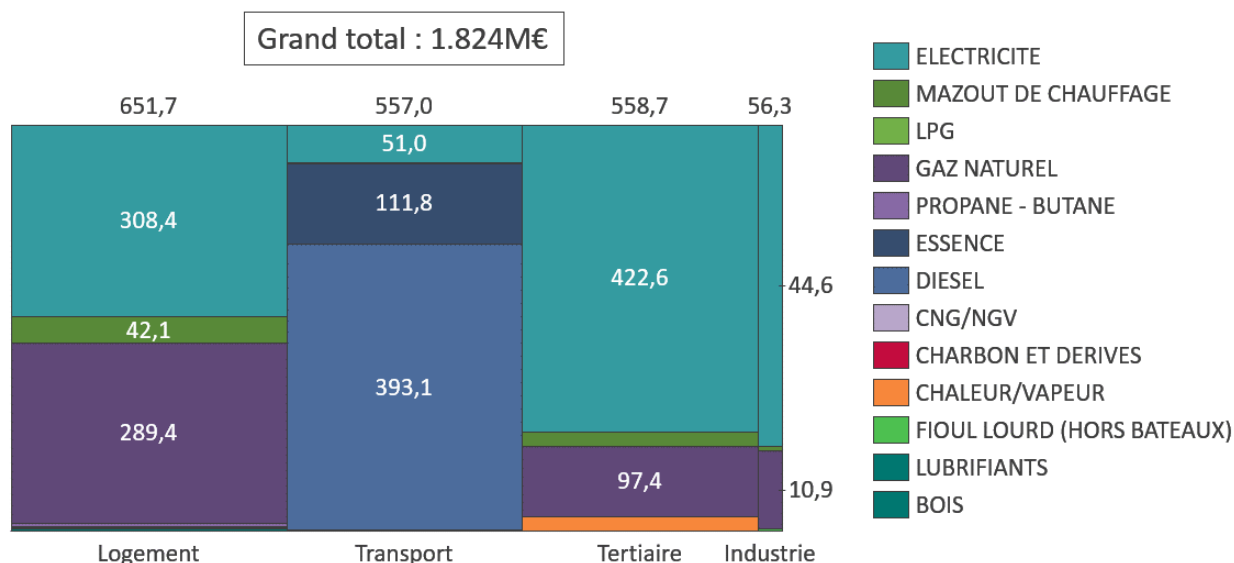


Figure 7 : Facture énergétique régionale 2016 [M€ – prix courants]. Les différentes composantes de la facture sont représentées avec une superficie proportionnelle à leur poids dans la facture totale.

Quelques observations :

- L'électricité représente près de la moitié (45%) de la facture régionale avec 827 M€.
- Le gaz naturel (398 M€, 22%) et le diesel (393 M€, 22%) complètent le podium.
- Tous les autres vecteurs réunis représentent 11% de la facture, dont près de 6% de la facture uniquement pour l'essence.
- Les secteurs tertiaire, logement et transport représentent chacun près d'un tiers de la facture (entre 31 et 36%) tandis que le secteur industriel ne représente que 3%.
- Le secteur du logement endosse la facture énergétique la plus lourde. Celle-ci est principalement due à l'électricité et au gaz naturel (près de 300 M€ chacun). A l'exception du mazout de chauffage (42 M€), les autres combustibles sont marginaux.
- La facture énergétique du secteur du transport est largement due aux carburants fossiles « classiques » que sont le diesel et l'essence.

3.2 Evolution temporelle sur la période 2014-2016

L'évolution de la facture énergétique régionale, à prix constants (année de référence 2013), sur la période 2014-2016 est représentée à la Figure 8, avec le détail de l'évolution par secteur.

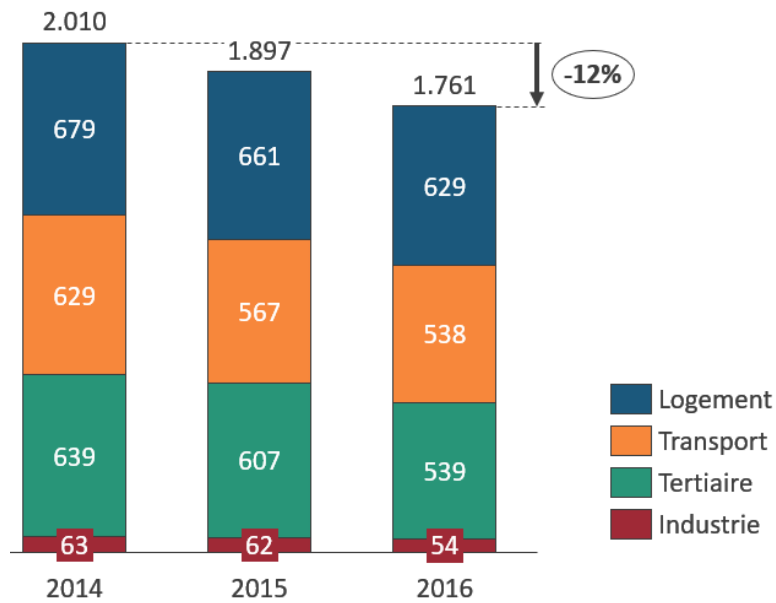


Figure 8 : Facture énergétique régionale 2014-2016 par secteur [M€ – prix constants 2013]

Quelques observations :

- La facture énergétique a diminué pour tous les secteurs sur la période 2014-2016 ;
- Au total, la diminution est de l'ordre de 12%, tous secteurs combinés ;
- Le logement est le secteur qui présente la facture énergétique la plus élevée ;
- C'est pour le logement que la diminution de la facture est la plus faible, avec une diminution en 2016 de 7,3% par rapport au montant de 2014. Pour les autres secteurs, la diminution est de l'ordre de 14 à 16%.

La Figure 9 présente l'évolution de la facture énergétique régionale, à prix constants, sur la période 2014-2016, par vecteur énergétique.

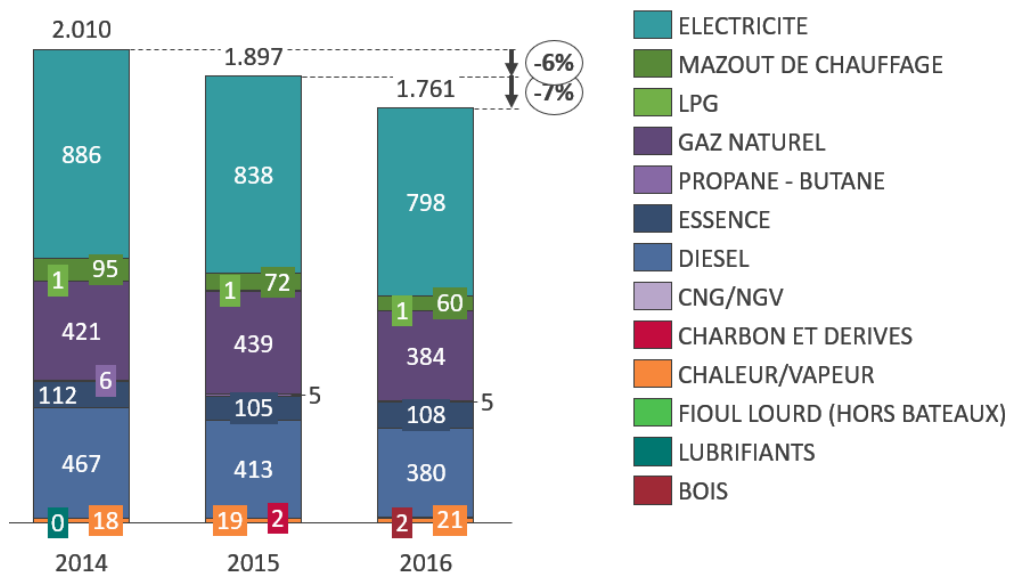


Figure 9 : Facture énergétique régionale 2014-2016 par vecteur énergétique [M€ – prix constants 2013]

Quelques observations :

- Tous les vecteurs présentent une diminution du montant de leur facture entre 2014 et 2016, à l'exception du CNG/NGV qui augmente et passe de 0,15 à 0,19 GWh ;
- C'est le mazout de chauffage qui connaît la réduction la plus importante, avec une diminution de 36% de sa facture entre 2014 et 2016.

3.3 Evolution de la facture sur la période 1994-2016

La Figure 10 illustre l'évolution de la facture énergétique, à prix courants et à prix constants (avec 2013 comme année de référence), depuis 1994 (qui marque le début de l'utilisation de l'indice santé).

Les données précédant 2014 sont issues du bilan énergétique de la Région de Bruxelles-Capitale de 2013 (Bruxelles Environnement, 2013). La méthode de calcul de la facture énergétique régionale a été revue pour la réalisation du bilan énergétique régional de 2016 (Bruxelles Environnement, 2016). Il est donc possible que la tendance observée à la Figure 10 soit influencée par ce changement de méthodologie.

Comme il a pu être constaté dans les sections précédentes, la facture a considérablement diminué ces dernières années.

Evolution de la facture énergétique, à prix courants et à prix constants, en parallèle à l'évolution de l'indice santé

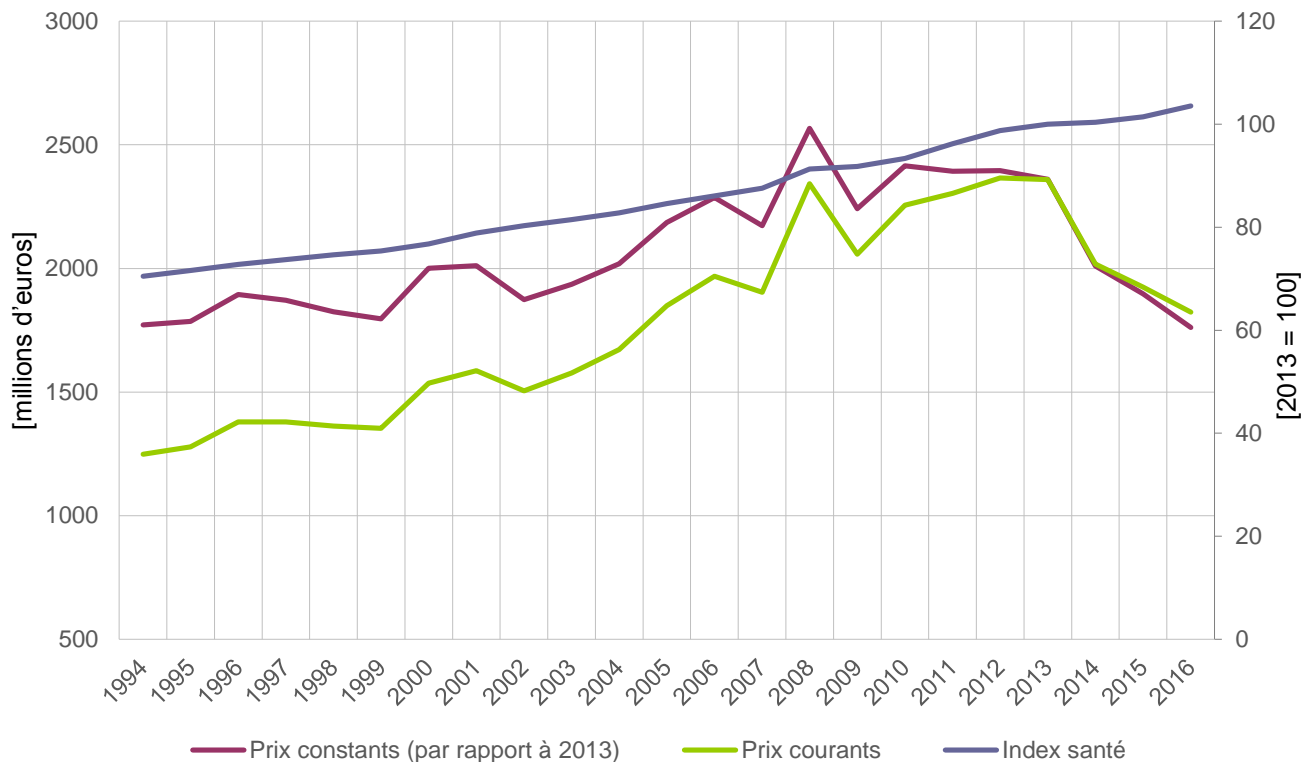


Figure 10 : Evolution de la facture énergétique régionale 1994-2016 [M€ – prix courants et prix constants 2013] et de l'indice santé

3.4 Mise en perspective de la facture énergétique régionale au regard de la consommation finale

La Figure 11 présente la facture énergétique régionale des principaux vecteurs énergétiques comparativement à leur consommation finale en 2016.

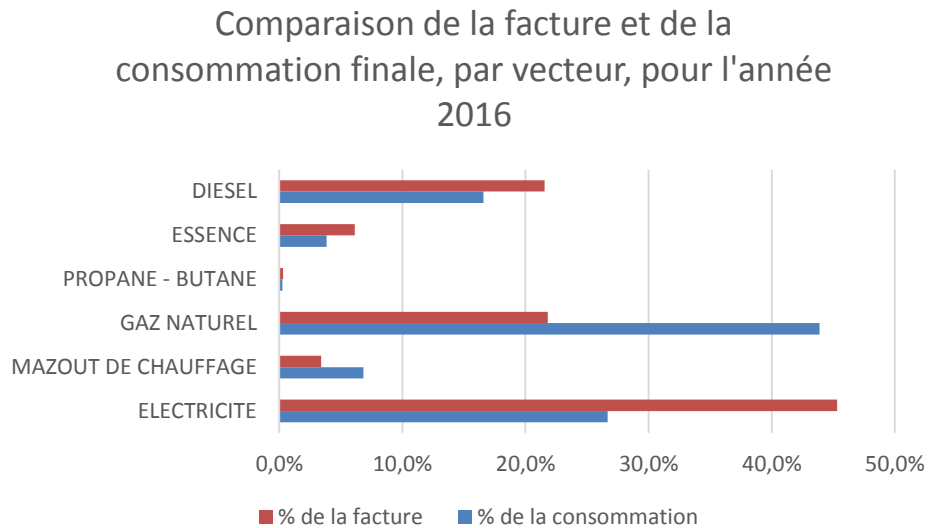


Figure 11 : Comparaison de la facture et de la consommation finale des principaux vecteurs énergétiques pour l'année 2016

Quelques observations au niveau des vecteurs :

- L'électricité représente une part nettement plus élevée dans la facture (45%) que dans la consommation finale (27%), ce qui s'explique par le fait qu'un mégawattheure électrique est nettement plus cher qu'un mégawattheure thermique ;
- Comme le montre la Figure 12, l'essence représente une part plus élevée dans la facture du transport (20% du total transport) que dans la consommation finale du transport (17% du total transport). Au contraire, le diesel représente à une part plus élevée dans la consommation finale du transport (75%) que dans la facture du transport (71%). Ceci s'explique par le prix plus élevé de l'essence par rapport au diesel.

La Figure 12 compare la facture énergétique et la consommation finale d'énergie en 2016, par secteur (horizontalement) puis par vecteur (verticalement).

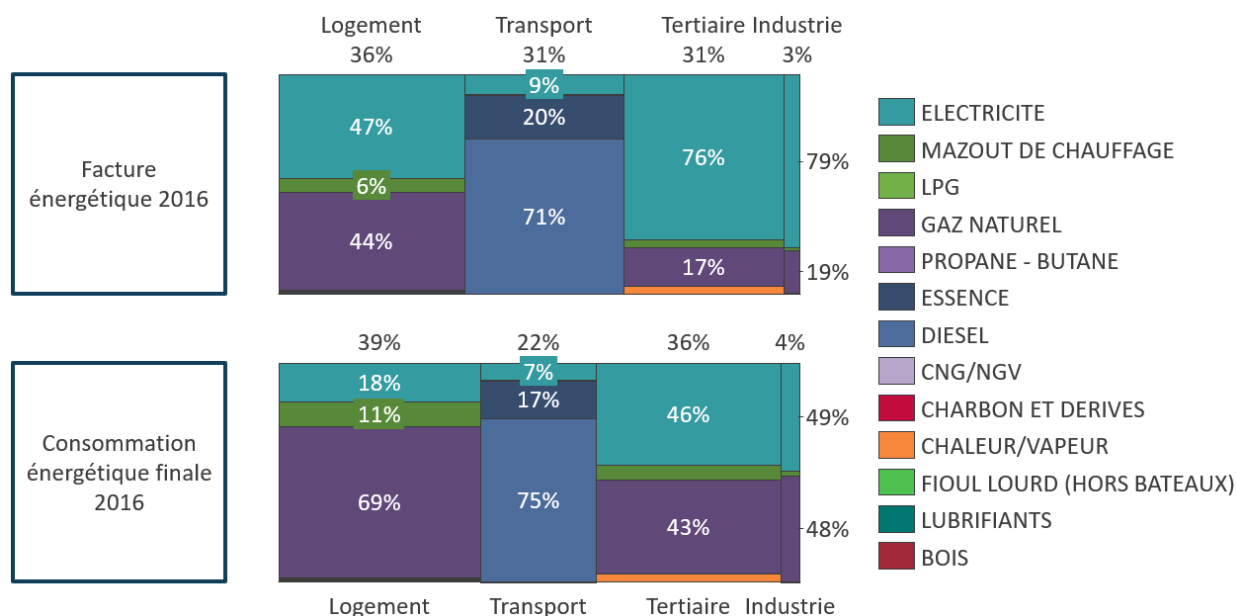


Figure 12 : Comparaison de la facture et de la consommation finale, par secteur puis par vecteur pour l'année 2016. Les différentes composantes de la facture et de la consommation finale sont représentées avec une superficie proportionnelle à leur poids dans la facture ou la consommation totale.

Quelques observations au niveau des secteurs :

- Le transport représente une part plus élevée de la facture énergétique (31%) que de la consommation finale d'énergie (22%) : les principaux carburants routiers (essence et diesel) sont plus chers que les combustibles utilisés dans le secteur tertiaire et dans le logement (gaz naturel et mazout de chauffage principalement) ;
- Les autres secteurs (logement, tertiaire et industrie) représentent une part plus faible dans la facture que dans la consommation finale pour les mêmes raisons qu'expliquées ci-dessus et ce, malgré un niveau d'électrification plus élevé que dans le transport.

En 2016, le prix moyen pondéré de l'énergie (obtenu en divisant la facture énergétique totale par la consommation finale totale), tous vecteurs et tous secteurs confondus, est de 91,5 €/MWh en € courants. En euros constants, cette valeur est passée de 109,5 €/MWh en 2014 à 97,45 €/MWh en 2015 et à 88,4 €/MWh en 2016.

Les secteurs utilisant majoritairement des combustibles plus onéreux (électricité, diesel et essence) alourdissent logiquement leur quote-part dans la facture énergétique.

La Figure 13 illustre l'évolution de la facture énergétique sur la période 2014-2016, par rapport à celle de la consommation finale d'énergie. On observe une diminution de 12% de la facture énergétique régionale entre 2014 et 2016, alors même que la consommation énergétique finale augmente de 9% sur cette même période. Cela signifie que la diminution des prix de l'énergie surcompense l'augmentation de la consommation finale d'énergie, aboutissant à une réduction nette de la facture énergétique finale.

Facture énergétique 2014-2016
Millions d'Euros constants 2013

Consommation Finale 2014-2016
GWh

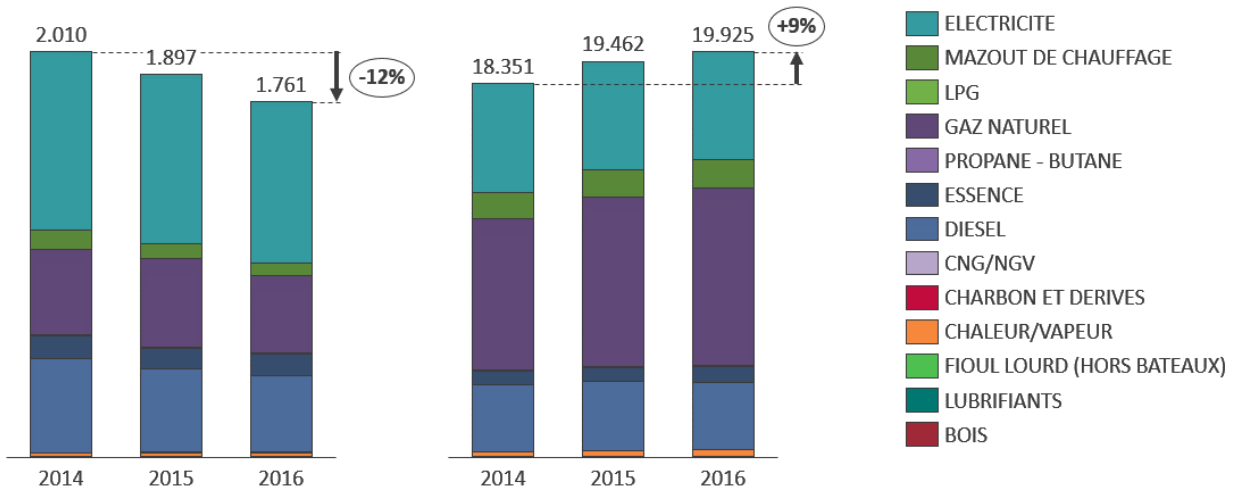


Figure 13 : Evolution de la facture énergétique régionale sur la période 2014-2016, au regard de l'évolution de la consommation finale d'énergie

4 Comparaison de l'évolution du prix de l'électricité et du gaz naturel dans le secteur du logement en RBC, en Belgique et dans l'Union européenne

Les prix des différents vecteurs énergétiques peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre. En effet, les politiques gouvernementales et la disponibilité des divers vecteurs énergétiques dans chaque pays influencent fortement la façon dont les prix sont fixés.

La Figure 14 compare l'évolution des prix de l'électricité en euros courants par mégawattheure (toutes taxes et redevances comprises) pour le secteur du logement en RBC (BRUGEL, 2018), en Belgique et dans l'Union Européenne (Eurostat, 2018).

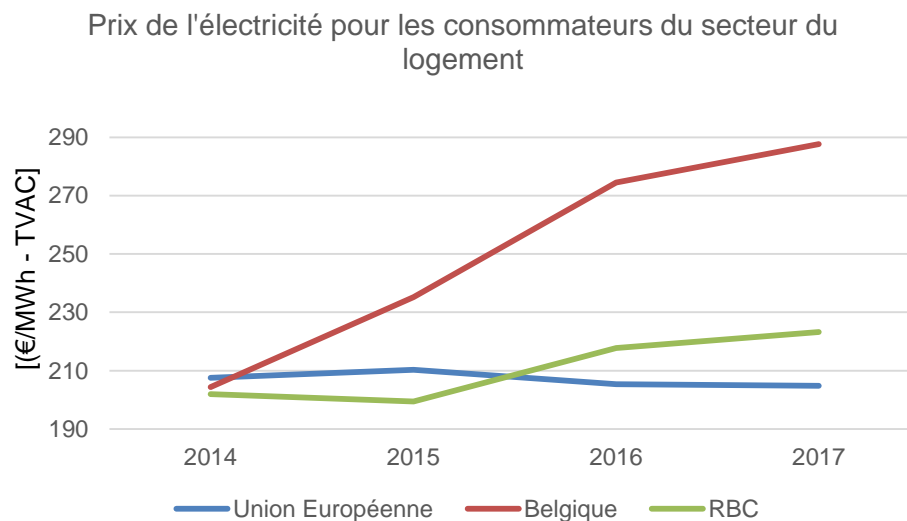


Figure 14 : Prix de l'électricité [€/MWh – TVAC – prix courants] dans le secteur du logement (Eurostat et BRUGEL, 2018)

Bien que les prix pratiqués à Bruxelles dans le secteur du logement soient passés au-dessus de la moyenne européenne, ils restent néanmoins plus faibles que la moyenne belge.

La moyenne belge est établie sur base des prix pratiqués dans les trois régions (Bruxelles, Flandre et Wallonie).

Les prix plus élevés en Flandre et en Wallonie -car les composantes « prélèvements » (contributions et cotisations) et « coûts de réseau » y sont plus importantes qu'à Bruxelles- font monter le prix de la moyenne nationale (CREG, 2018).

La Figure 15 compare quant à elle l'évolution des prix du gaz naturel en euros courants par mégawattheure (toutes taxes et redevances comprises) pour le secteur du logement en RBC (BRUGEL, 2018), en Belgique et dans l'Union Européenne (Eurostat, 2018).

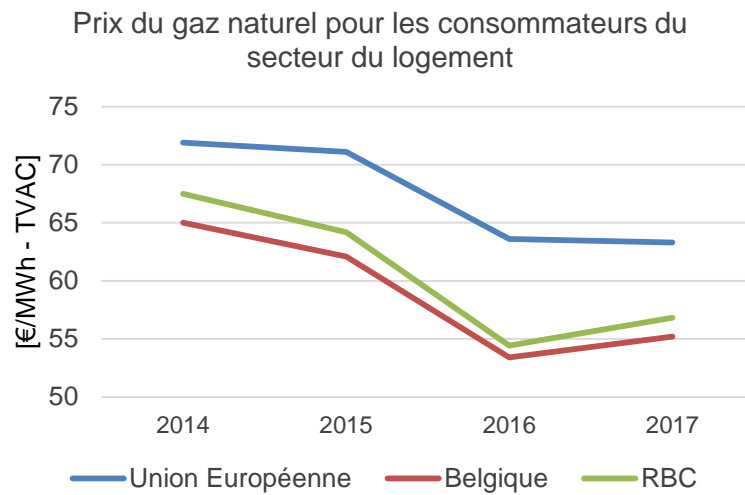


Figure 15 : Prix du gaz naturel [€/MWh – TVAC – prix courants] dans le secteur du logement (Eurostat et BRUGEL, 2018)

Comme le montre la Figure 15, les prix du gaz naturel sont légèrement plus élevés en Région bruxelloise qu'en Belgique. Ils restent toutefois inférieurs à la moyenne européenne.

5 Mise en perspective de la facture énergétique au regard de l'activité économique en RBC

Il est intéressant de mettre en balance la facture énergétique de la Région bruxelloise par rapport à son activité économique et, en particulier, d'évaluer la part qu'elle représente dans le produit intérieur brut (PIB) bruxellois.

Le PIB à prix courants de la RBC s'élevait à 75,894 milliards d'euros pour l'année 2016 (IBSA, 2018). La facture énergétique de la RBC représentait ainsi 2,4% du PIB de la Région en 2016.

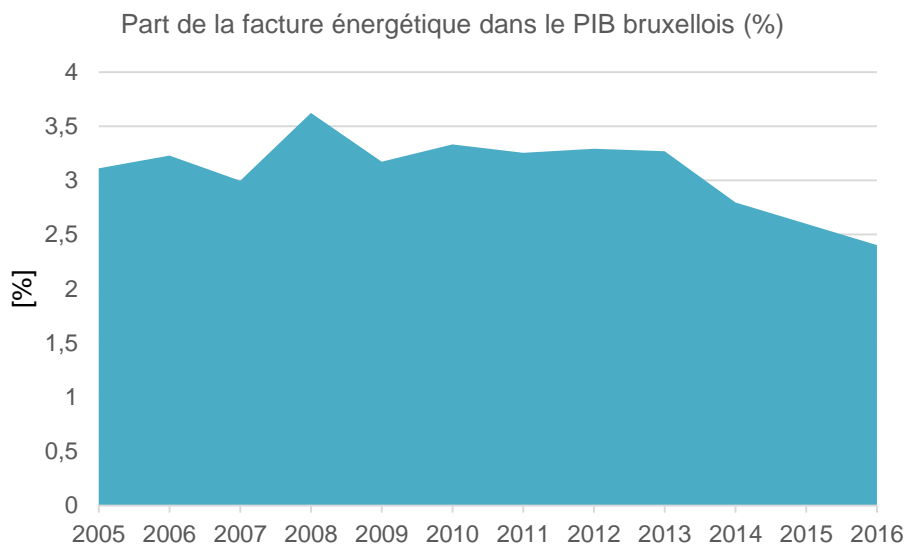


Figure 16: Evolution de la part de la facture énergétique régionale dans le PIB bruxellois (en %) sur la période 2005-2016

La **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** nous montre que l'intensité énergétique de l'économie bruxelloise (en termes économiques) a diminué depuis 2013 (IBSA, 2018) et passe pour la première fois sous la barre des 2,5% du PIB.

Cette tendance à la baisse peut s'expliquer par différentes hypothèses :

- L'amélioration de l'efficacité énergétique en général, permettant de diminuer la consommation énergétique pour un travail donné ;
- La tertiarisation de l'économie bruxelloise qui voit ses activités énergivores (industrielles) être progressivement remplacées par des activités tertiaires. Ces dernières génèrent de la valeur (i.e. augmentation du PIB) avec une moindre consommation.

6 Etablissement de la facture énergétique des ménages (hors transports) en RBC

Selon l'enquête réalisée par la Direction générale Statistique du SPF Economie (IBSA, 2017) sur les dépenses moyennes des ménages en 2016 pour l'électricité, le gaz naturel et les autres combustibles utilisés dans les logements (sans tenir compte des dépenses domestiques liées au transport) :

- La dépense énergétique moyenne par ménage bruxellois s'élève à 1 219 €/an, pour 1 714 €/an en Belgique ;
- La dépense moyenne par personne s'élève quant à elle à 562 €/an en RBC, comparé à 752 €/an en Belgique.

Tant pour les ménages que pour les personnes, la dépense énergétique représente 4% du total des dépenses.

En se basant sur le bilan énergétique et les calculs développés dans cette étude, la facture énergétique du secteur du logement, soit 652 Millions d'Euros courants en 2016, rapportée au nombre d'habitants (1 187 890 habitants en RBC - IBSA, 2018) atteint **549 €/personne/an** pour l'année 2016. Cette valeur est très proche de la valeur établie par le SPF économie (soit 562 €/personne/an en moyenne), ce qui conforte les hypothèses et la méthodologie retenues dans la présente étude.

7 Bibliographie

- APERe, 2018. Observatoire des prix de l'énergie. Consulté en ligne en Novembre 2018.
<http://www.apere.org/fr/observatoire-prix>
- BRUGEL, 2018. Données de prix de gaz et électricité. Ces données ont été récoltées directement auprès de Brugel, par mail.
- Bruxelles Environnement, 2016. Bilan énergétique de la Région de Bruxelles-Capitale 2016. Disponible sur
<https://environnement.brussels/thematiques/energie/le-bilan-energetique-de-la-region-de-bruxelles-capitale>
- Bruxelles Environnement, 2013. Bilan énergétique de la Région de Bruxelles-Capitale 2013. Disponible sur
http://document.environnement.brussels/opac_css/electfile/BilanEnergetique_RBC2013.PDF
- CREG, 2018. Prix de l'électricité et du gaz en Belgique, dans les trois régions et dans les pays voisins. Disponible sur
<https://www.creg.be/sites/default/files/assets/Prices/BelEnergyPriceCompFR.pdf>
- CREG, s.d. Marché de gros. Consulté le 28/11/2018.
<https://www.creg.be/fr/energie-de-a-a-z/marche-de-gros>
- Eurostat, 2018. « Eurostat - Data Explorer - Electricity prices for household consumers - bi-annual data (from 2007 onwards) ». Consulté le 19 novembre 2018.
<http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui>
- Eurostat, 2018. « Eurostat - Data Explorer - Gas prices for household consumers - bi-annual data (from 2007 onwards) ». Consulté le 19 novembre 2018.
<http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui>
- IBSA, 2018. « Population – évolution annuelle 2018/07/20 ». Consulté le 19 novembre 2018.
http://ibsa.brussels/themes/population#.W_QdWyeNzR0
- IBSA, 2017. « Revenus et dépenses des ménages — fr 2017/12/19 ». Consulté le 19 novembre 2018.
http://ibsa.brussels/themes/revenus-et-depenses-des-menages#.W_KDcSeNzVo
- IBSA, 2018. « Economie - Activité économique 2018/07/19 ». Consulté le 20 novembre 2018.
http://ibsa.brussels/themes/economie#.W_QLfCeNyIM
- SPF Economie, 2018. « Tarif officiel des produits pétroliers ». Consulté en ligne en Novembre 2018.
<https://bestat.statbel.fgov.be/bestat/crosstable.xhtml?view=74d181b1-7074-4c9f-9a71-85303980d41f>
- Statbel, 2018. « Statbel, l'office belge de statistique | Statbel ». Consulté le 19 novembre 2018. <https://statbel.fgov.be/fr>